

Atelier Parlons Bouffe du 19 mars 2021

## **Pandémie et pauvreté : L’habitation sociale comme déterminant proximal de santé durable et de justice sociale**

*Présenté par Judith Lapierre, inf., M.Sc.inf., Ph.D. – NUTRISS, FSI, Université Laval*

Dans le cadre de ses travaux de recherche, Dre Lapierre s’intéresse à l’expérience d’habiter un logement subventionné, plus précisément aux besoins et pratiques de soutien communautaire comme pilier du renforcement du pouvoir d’agir, de l’entraide et de la solidarité dans la communauté. Le soutien communautaire recouvre un ensemble d’actions qui peut aller de l’accueil à la référence, en passant par l’accompagnement auprès de services publics, la gestion des conflits entre locataires, l’intervention en situation de crise, l’intervention psychosociale, le support au comité de locataires ou autres comités, et à l’organisation communautaire.

Bien que la santé durable soit un concept vaste et que plusieurs définitions existent, il s’avère intéressant de considérer la place du logement comme déterminant de la santé. En effet, il semble exister un lien fort entre l’équité par rapport au logement et la santé. L’insécurité du logement est reliée à l’insécurité du revenu, qui de son côté, entraîne la maladie et le décès prématuré. Selon des données canadiennes, l’insécurité du logement et du revenu, l’origine culturelle et l’état de santé sont interreliés dans les plus grandes villes du Canada. On estime à 10% environ la prévalence d’insécurité alimentaire au Canada et cette situation peut évidemment avoir un impact sur le stress, la santé et le développement des enfants. Entre 2007-2008 et 2013-2014, la prévalence d’insécurité alimentaire a augmenté au Québec, notamment auprès des ménages avec enfants. Les personnes vivant de l’insécurité alimentaire ne sont pas en mesure de se procurer des aliments de qualité suffisante et de façon qui soit socialement acceptable. Les personnes vivant une telle insécurité consomment moins de fruits et légumes, de produits laitiers et de vitamines par rapport aux ménages jouissant d’une sécurité alimentaire.

La présentation de l’atelier portait sur les résultats préliminaires (volet qualitatif) issus d’un projet visant à identifier les besoins en soutien communautaire et santé préventive exprimés par les locataires en logements subventionnés permanents. Dans le cadre de ce projet, les besoins alimentaires dans le contexte de pandémie et de pauvreté ont également été abordés auprès des locataires. Les données sont basées sur les entrevues réalisées auprès des locataires provenant de sept territoires différents. Les milieux couverts étaient répartis entre les Coops (milieux recevant moins de soutien communautaire), HLM et OBNL. Le projet était basé selon une approche partenariale engagée et un enjeu majeur lié à ce projet s’avère le contexte de la pandémie.

C’est dans les HLM que les besoins des individus se sont manifestés les plus fortement et où les gens ont affirmé être plus « serrés » concernant le budget. Toutefois, comme le coût du logement est établi de la même façon dans les HLM et les OBNL, on peut penser que les enjeux au niveau du budget sont similaires dans ces deux milieux. Dans les logements sociaux, on retrouve plus de femmes, d’ainés, de jeunes familles et de personnes présentant des maladies chroniques et vivant de la solitude.

Le contexte de la pandémie semble avoir permis aux individus les plus démunis de tendre davantage vers l’indice viable, défini comme une somme disponible (après impôt) qui permet de vivre dignement hors de la pauvreté. Ce contexte découlent vraisemblablement des subventions accordées par les gouvernements en

raison de la pandémie. Lors des entrevues, les **principaux enjeux** mentionnés liés au **budget** étaient 1) la hausse des coûts et la fermeture des services; 2) l'augmentation des loyers ayant occasionné un stress; 3) une pauvreté renforcée par le statut pour les individus qui soutiennent leur famille vivant dans un autre pays; 4) les économies impossibles; 5) le parcours de vie (influences diversifiées sur le budget familial); 6) la hausse des maladies chroniques et les impacts sur l'alimentation. Les personnes interrogées ont rappelé le droit au plaisir des gens à faibles revenus puisque l'alimentation est plus qu'un acte physiologique, c'est avoir assez pour se gâter à l'occasion et subvenir à d'autres besoins. Le lien entre le loyer et l'alimentation est également ressorti à plusieurs reprises lors des entrevues.

Les personnes interrogées ont clairement identifié les **besoins en lien avec l'alimentation** comme prioritaires avec divers enjeux, notamment l'impact de maladies chroniques sur les besoins en alimentation, les difficultés occasionnées par les déplacements pour se procurer de la nourriture (p.ex. pour une personne qui a des difficultés à marcher) et la satisfaction par rapport à l'alimentation. À ce sujet, les entrevues ont révélé de façon généralisée que les banques alimentaires étaient mal perçues par les locataires.

Parmi les **solutions potentielles** identifiées par les individus interrogés, le partage entre voisins, le bénévolat dans des organismes permettant de se procurer de la nourriture par la même occasion, les paniers de Noël, les dons en aliments (mais pas n'importe lesquels), collaborer avec la société d'aide alimentaire en fournissant des listes des besoins et l'accès à un logement social permettant d'économiser de l'argent afin d'acheter des aliments sont celles ayant été mentionnées les plus fréquemment par les locataires. Les cuisines collectives et les jardins communautaires sont ressortis parmi les meilleures pratiques en soutien communautaire et s'avèrent des solutions favorables à la socialisation en plus de procurer des aliments aux gens. La conclusion reste que les locataires aiment pouvoir choisir les aliments et donc sont plus enclins à trouver un moyen de se rendre au Costco plutôt que de se voir remettre un panier composé d'aliments qu'ils n'ont pas choisis. Enfin, les personnes interrogées ont également émis des **propositions quant aux services à développer**. Parmi les suggestions mentionnées, notons les cuisines collectives, le comptoir solidaire (type d'épicerie communautaire), les achats de groupe, avoir plus d'inspections au niveau de la nourriture reçue, l'accès à un véhicule pour faire les courses et des ateliers sur la saine alimentation.

Il est à noter que ce projet comporte également un volet quantitatif, qui sera réalisé au cours des prochains mois auprès des locataires. Les retombées anticipées par les travaux de recherche de l'équipe du Dre Lapierre pourraient notamment orienter les pratiques de soutien communautaire et d'équité en santé et renforcer le pouvoir d'agir des locataires.